



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Grand Est**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 12 MARS 2026

**prescrivant à la société CHEMET GLI SAS, à BISCHWILLER,
les travaux à réaliser avant le redémarrage des équipements et installations du hall de dégazage et de
son auvent ainsi que la déclaration et le rapport concernant l'accident du 5 mars 2026**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFET DU BAS-RHIN**

- VU le code de l'environnement, notamment son article L 512-20 ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- VU le décret du 19 novembre 2025 portant nomination de monsieur Amaury de SAINT-QUENTIN en qualité de préfet de la région Grand-Est, préfet de la zone de défense et de sécurité Est, préfet du Bas-Rhin ;
- VU l'arrêté préfectoral du 17 octobre 2019, portant autorisation pour l'exploitation des activités de la société CHEMET GLI SAS à BISCHWILLER, complété en dernier lieu le 17 février 2022 ;
- VU le courriel du 06 mars 2025 de la préfecture à l'exploitant suivant lequel : « *Sur proposition de l'inspection des installations classées de la DREAL et en application de l'article L 512-20 du code de l'environnement, les prescriptions suivantes sont projetées suite à l'accident du 5 mars 2026. Vous voudrez bien me faire part de vos éventuelles observations dans le délai de trois jours, soit jusqu'au lundi 9 mars inclus, par retour de mail. Sans retour de votre part dans le délai imparti, l'arrêté préfectoral vous sera notifié en l'état.* » ;

CONSIDÉRANT qu'un accident mortel s'est produit dans l'enceinte de l'établissement CHEMET GLI SAS sous l'auvent du hall de dégazage des bouteilles de gaz à rénover, suite à une explosion à ce jour inexpliquée ;

CONSIDÉRANT que des dommages ont résulté de cette explosion ;

CONSIDÉRANT que de ce fait, des opérations de mise en sécurité sont à réaliser et qu'une attention toute particulière doit être portée aux conditions de remise en service des installations et équipements du hall et de son auvent ;

CONSIDÉRANT que l'auvent du hall est appelé à recevoir des cadres de bouteilles ouvertes contenant du gaz ou un mélange de gaz et d'air à pression atmosphérique, que les gaz en question sont plus lourds que l'air et volatils ;

CONSIDÉRANT qu'il existe une communication entre l'intérieur du hall et l'évent, par laquelle circulent les bouteilles de gaz ;

CONSIDÉRANT que les deux motifs précédents, ainsi que le fait qu'une explosion s'y soit produite, justifient une analyse du risque d'apparition d'une atmosphère explosive dans le périmètre de l'auvent, avant tout redémarrage des installations et équipements qui s'y trouvent ;

CONSIDÉRANT que l'article L 512-20 du code de l'environnement dispose qu'en vue de protéger les intérêts visés à l'article L 511-1, le préfet peut prescrire la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires, soit les conséquences d'un accident ou incident survenu dans l'installation, soit les conséquences entraînées par l'inobservation des conditions imposées, soit tout autre danger ou inconvénient portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts précités ;

CONSIDÉRANT que la mise en œuvre des dispositions prescrites au présent arrêté ne doit pas être retardée et qu'en conséquence, il n'est pas opportun de consulter le CODERST du fait du délai de procédure que cela suppose ;

APRÈS échange contradictoire avec l'exploitant sur le projet du présent arrêté et sans observations de sa part formulées dans le délai imparti ;

SUR proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

ARRÊTE

Article 1^{er} : prescriptions à respecter

L'exploitant, la société CHEMET GLI SAS , se conforme aux dispositions suivantes pour l'exploitation des équipements et installations du hall de dégazage des bouteilles de gaz à rénover et de son auvent, où s'est produit l'accident du 5 mars 2026, localisés au sein de son établissement situé 6 route du Rothbaechel Z.I. - B.P. 13 67240 BISCHWILLER.

Article 2 :

Les équipements et installations en question sont mis en sécurité. Ils font ensuite l'objet d'inspections approfondies dont l'objet est de s'assurer de leur état et de déterminer les éventuelles réparations à effectuer avant remise en service de l'ensemble.

Les équipements et installations ne sont pas remis en service tant que toutes les inspections et l'analyse mentionnée à l'article 3 du présent arrêté n'auront pas été menées et les réparations et travaux nécessaires effectués.

La remise en service est portée à la connaissance de l'inspection des installations classées.

Les résultats des inspections réalisées, de l'analyse des risques imposée à l'article 3 du présent arrêté, et les pièces attestant de la réalisation des éventuelles réparations, sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 3 : Analyse ATEX de la zone de l'auvent

L'exploitant réalise, avec l'assistance d'un organisme compétent et disposant de références en la matière, une analyse des risques d'apparition d'une atmosphère explosive (ATEX) dans le périmètre de l'auvent du hall de dégazage des bouteilles de gaz à rénover.

Les conclusions de cette analyse sont suivies pour la remise en service des installations et équipements de l'auvent.

Article 4 : Déclaration et rapport d'accident

L'accident du 5 mars 2026 est déclaré sans délai à l'inspection des installations classées.

Un rapport d'accident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées dans un délai de 15 jours suivant la notification du présent arrêté.

Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident, les substances dangereuses en

cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.

Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Le rapport mentionné, ainsi que la déclaration d'accident qui le précède, sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure. Les informations relatives aux installations mentionnées à l'article R. 517-1, ainsi que les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5, demeurent transmises sous une forme non dématérialisée permettant d'en assurer la confidentialité.

Article 5 : Mesures et sanctions administratives

Faute pour l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il peut être fait, indépendamment des sanctions pénales encourues, application des mesures et sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 6 : voies et délais de recours

En application des dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de STRASBOURG (31 avenue de la Paix - BP 51038 - 67070 Strasbourg cedex) ou sur le site www.telerecours.fr :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la plus tardive des deux dates entre l'affichage en mairie et la publication de la décision sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais susmentionnés.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non-prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 7 : exécution

- La secrétaire générale de la préfecture du Bas-Rhin ;
- le sous-préfet de l'arrondissement de Haguenau Wissembourg ;
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société CHEMET GLI SAS par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de Bischwiller.

Le préfet,

Pour le Préfet et par délégation,


la secrétaire générale,
Maxime AHRWEILLER ADOUSSO

